

Rapport Intro CE du 12 février 2026

Cher·es camarades,

L'idée est de débattre en Commission exécutive pour comprendre le basculement du monde, défendre la paix et soutenir les résistances. Mais notre tâche est aussi de réussir à impliquer le salariat dans ces problématiques qui paraissent souvent éloignées, alors même qu'elles nous concernent directement et pour lesquelles le syndicalisme a un rôle à jouer.

I/ Ce que nous vivons marque un basculement historique.

Il ne s'agit pas d'un retour à des conflits que nous aurions déjà connus. Avec l'élection de Trump, la montée et l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans plusieurs pays, un nouvel âge de l'impérialisme s'ouvre, plus brutal et décomplexé, avec pour seul objectif : capter toujours plus de richesses et de ressources naturelles.

Ukraine, Gaza, République démocratique du Congo, Venezuela, Groenland... Ces situations ne sont pas isolées. Elles font partie d'un même projet : **le mépris du droit international, l'agression et l'invasion comme modes opératoires assumés, la loi du plus fort imposée aux peuples.** La paix est remise en cause partout, non pas par accident, mais comme variable d'ajustement des intérêts économiques, stratégiques et géopolitiques des grandes puissances.

Au Moyen-Orient. Le lâchage des Kurdes syriens par l'administration Trump, à peine relevé médiatiquement, est dramatique. Celles et ceux qui ont été en première ligne dans la lutte contre Daech sont une nouvelle fois sacrifiés, dans ce qui ressemble à un deal obscur entre grandes puissances régionales et internationales. Là encore, la vie des peuples est traitée comme une monnaie d'échange.

En Iran, c'est un bain de sang d'au moins 30.000 morts en l'espace de deux semaines qu'a infligé le régime à la révolte qui s'inscrit en fait dans une continuité de mobilisations autour de la démocratie, des droits des femmes et du niveau de vie. Alors que d'autres impérialismes tel que la Chine, principal partenaire commercial de l'Iran, aident discrètement le régime, Trump se permet d'appeler aux manifestations, soutenant le fils du Shah, l'ancien dictateur, bien à l'abri aux Etats-Unis, en prétendant à la population qu'il la soutiendrait alors qu'il n'en est rien.

Trump est tant belliciste parce que c'est le fonctionnement de l'extrême droite mais aussi parce qu'il est en difficulté aux Etats-Unis avec des grèves et d'énormes manifestations, y compris contre sa milice raciste qu'est ICE. Il cherche à multiplier les ennemis extérieurs en espérant fédérer nationalement.

Trump, Netanyahu, Poutine partagent ces modes opératoires. Avec son "conseil de la Paix", qui remettrait en cause rien de moins que l'ONU, créée à la sortie de l'ignominie de la Seconde guerre mondiale. Trump se fait l'allié permanent de Poutine et de Netanyahu dont l'armée vient de commettre de nouveaux bombardements il y a quelques jours, faisant 32 morts et affaiblissant le cessez-le-feu jamais vraiment appliqué.

Ce que nous observons, c'est un nouveau partage du monde. Plus qu'un affrontement à mort, il s'agit d'une réorganisation violente de leurs zones d'influence entre grandes puissances – Amérique, Asie, Europe affaiblie –

. Finalement, chacun ferait ce qu'il veut dans sa zone, tant qu'un équilibre de la force est maintenu. Sans exclure le risque de guerre totale, cette situation installe durablement la violence comme mode de régulation.

Dans ce contexte, l'Europe apparaît tétanisée, divisée, reléguée au rôle de vassal des États-Unis. Mise de côté sur le drame ukrainien qui entre dans sa 5ème année, incapable de porter une voix indépendante, elle devient aussi un terrain d'affrontement politique : l'internationale réactionnaire cible clairement l'Europe, met les moyens économiques et technologiques pour y installer des pouvoirs d'extrême droite.

Pourtant, l'enjeu est majeur : l'Europe doit porter une autre voix dans le monde. Une voix fondée sur la paix, la coopération, la justice sociale et environnementale, la souveraineté industrielle et numérique au service des travailleur·euses.

Dans cette période, le syndicalisme international joue un rôle essentiel. La CSI et la CES ont clairement condamné les interventions impérialistes. Des mobilisations existent, même si elles sont inégalement relayées selon les pays et les situations.

La CGT défend partout les droits sociaux et démocratiques, les libertés syndicales et la paix. Nous savons cependant que nous ne pouvons pas nous contenter de l'attitude de tel ou tel gouvernement. Les principes démocratiques sont appliqués à géométrie variable, en fonction des intérêts économiques des grands groupes et des rapports de force. Le libéralisme le plus débridé peut sans difficulté cohabiter, voire s'allier, avec des régimes autoritaires ou fascistes. **La paix est une chose trop sérieuse pour la laisser aux gouvernants, qui s'arrangeront toujours sur le dos des travailleurs et des peuples.**

Défendre la paix, ça n'est pas défendre la paix pour la paix, ou pire faire croire que la paix aux conditions de l'agresseur serait acceptable, mais c'est refuser la course à l'armement et soutenir les résistances. **La position de la CGT tient sur deux jambes : pour défendre une paix juste et durable ainsi que la solidarité entre les travailleurs, il nous faut à la fois expliquer et dénoncer les agressions ET soutenir les populations en soutenant leurs résistances.**

II/ Dans ce contexte international, l'extrême droite monte partout.

Elle arrive ainsi au 2ème tour de la présidentielle au Portugal, une première depuis la révolution des Œillets et la chute de la dictature de Salazar. En Inde, l'extrême droite au pouvoir avec Modi envisage d'attaquer à nouveau le droit du travail, ce qui nous démontre encore une fois, que quel qu'en soit la nuance, l'extrême droite est toujours le pire ennemi des travailleurs. Pour rappel, la dernière attaque contre le droit du travail indien entre 2019 et 2020 avait mobilisé des dizaines et des dizaines de millions de grévistes et de manifestants. Mais comme c'est l'intérêt de nos multinationales avant tout, des accords de libre-échange se poursuivent entre l'Inde et l'Europe, avec les conséquences à venir sur nos industries textile, cuir, joaillerie-métallurgie.

En France, grâce au rapport de force que nous avons construit pour obtenir un budget à la hauteur des urgences sociales et environnementales, nous avons forcé le gouvernement et le patronat à abandonner une partie du plan d'austérité qu'ils voulaient nous imposer. Ils ont été obligés de renoncer à désindexer les pensions et les prestations sociales, doubler les franchises médicales, taxer les activités sociales et culturelles, limiter les affections de longue durée... Alors qu'ils voulaient imposer la retraite par capitalisation avec leur conclave retraite, nous avons gagné un décalage de l'application de la réforme des retraites, première étape vers l'abrogation pure et simple de la réforme. Pour autant ce budget d'austérité est inacceptable : le combat continue pour s'opposer à la casse et gagner sur nos revendications.

Ceci doit nous donner confiance et nous inciter à continuer en 2026 ! Pas question que de nouvelles régressions soient imposées au monde du travail ! Au contraire, nous voulons que nos priorités soient enfin entendues !

Pour cela, que lors de son CCN, la CGT a décidé d'un plan de bataille. Pour gagner des augmentations de salaires et de pensions. Pas question que les pensions des salariés du privé soient gelées en 2026 ! Nous exigeons que le patronat rouvre immédiatement les négociations AGIRC ARRCO !

Le dernier rapport d'Oxfam sur les inégalités indique que jamais les richesses n'ont été aussi concentrées : la barre des 3 000 milliardaires a été franchie l'an dernier et leur fortune a augmenté de 81% depuis 2020, alors même qu'une personne sur quatre n'a souvent pas de quoi manger à sa faim et que près de la moitié de la population mondiale vit dans la pauvreté. L'enjeu est de "résister au règne des plus riches, en défendant la liberté contre le pouvoir des milliardaires".

Sur notre département, 2ème département le plus pauvre de France après la seine saint Denis, les chiffres INSEE sur l'emploi révèle une hausse de 4,4% du chômage si l'on compare les 4ème trimestres 2024 et 2025.

Coté salaires, les PO affiche l'un des salaires moyens les plus bas de France dans le secteur privé avec 2200€ net mensuel contre 2733€ au niveau national. Un écart amplifier avec les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

L'égalité entre les femmes et les hommes est une priorité pour le monde du travail. Nous avons gagné au plan européen l'adoption d'une directive pour imposer la transparence salariale et sanctionner les employeurs qui discriminent, la France doit la mettre en œuvre ! Partout, déployons-nous en direction des salariées pour les appeler à manifester le 8 mars. Sur perpignan, la manifestation partira à 10h30 de la place de la victoire. Dans la continuité de la journée du 8 mars, nous vous rappelons notre initiative du 11 avril pour célébrer les 120 ans de la lutte des Transbordeuses d'oranges de Cerbere à Cerbere.

1- Comme vous avez pu le constater, le Medef n'est pas resté mué en janvier en portant une énième réforme de l'assurance chômage, un CPE XXL et à la remise en cause des minima sociaux ! Alors que nous avons forcé le gouvernement à renoncer aux 4 milliards d'économies qu'il voulait faire sur le dos des privés d'emplois et des précaires, le patronat veut remettre le couvert et propose même un contrat précaire spécial pour les jeunes, avec 3 ans de période d'essai, un sous-smic et la possibilité d'enchaîner à l'infini les contrats précaires. Dans le même temps, le gouvernement veut fusionner les allocations logements, le RSA et la prime d'activité pour faire baisser les prestations sociales des plus fragiles.

l'extrême droite monte partout dans le monde.

Elle arrive ainsi au 2ème tour de la présidentielle au Portugal, une première depuis la révolution des Œillets et la chute de la dictature de Salazar. En Inde, l'extrême droite au pouvoir avec Modi envisage d'attaquer à nouveau le droit du travail. Pour rappel, la dernière attaque contre le droit du travail indien entre 2019 et 2020 avait mobilisé des dizaines et des dizaines de millions de grévistes et de manifestants. Mais comme c'est l'intérêt de nos multinationales avant tout, des accords de libre-échange se poursuivent entre l'Inde et l'Europe, avec les conséquences à venir sur nos industries textile, cuir, joaillerie-métallurgie.

l'extrême droite est la pire ennemie des salarié·es, c'est très concrètement que nous pouvons l'expliquer au vu de ses votes à l'assemblée nationale : contre l'augmentation du SMIC et l'indexation des salaires sur les prix, contre la taxe Zucman, pour supprimer le monopole des syndicats au premier tour des élections CSE, pour contraindre les salariés à travailler le 1er mai, pour le durcissement des droits au chômage ou pour la loi Duplomb qui accentue les pollutions et les risques pour la santé des travailleurs et de la population. C'est dans ce contexte que vont avoir lieu les élections municipales les 15 et 22 mars prochains. Elles sont très importantes pour notre quotidien.

La division de la gauche dans la préfecture des Pyrénées-Orientales déjà géré par l'extrême droite nous fait craindre le pire quant à l'issue du vote des perpignanais et des perpignanaïses. La menace RN ne pèse pas seulement sur perpignan mais aussi sur l'ensemble de la métropole catalane dont le budget avoisine celui du conseil départemental.

Par ailleurs, avec le collectif VISA, nous avons travaillé à la construction de la mobilisation le samedi 21 mars (veille du 2ème tour des élections municipales) pour la journée internationale contre le racisme et le fascisme.

La manifestation partira à 11h de la place de catalogne.

Développer notre industrie et défendre nos services publics est une priorité. Alors que le rapport parlementaire a mis en lumière les 211 milliards d'€ d'aides publiques aux entreprises, des budgets austéritaires mettent à mal les services publics, déjà fragilisés.

C'est dernier jour, après la pluie et les chutes de neiges abondantes, la 116 et le train jaune ont été interrompus (le TJ l'est toujours) suite à un éboulement privant les hauts cantons de son principal accès vers la plaine. Cette situation nous rappelle l'impact de l'environnement sur notre quotidien qu'il nous faut plus que jamais poursuivre notre travail revendicatif autour du développement et du financement des services publics, leur sécurisation en lien avec les questions environnementales.

Alors que le 22 janvier dernier, la CGT, notamment la fédération du commerce a empêché l'adoption d'une loi remettant en cause le 1er mai, les députés marconistes veulent remettre le couvert le 10 avril, en s'alliant avec la droite et l'extrême droite ! **Pas question qu'ils nous volent le 1er mai !** Le 10 avril sera une journée de mobilisation sur paris devant l'assemblée nationale ou nous nous devons de monter une délégation.

2- Concernant les libertés syndicales. Nous étions plus de 2000 rassemblé·es en meeting le 4 février à Montreuil pour dénoncer la répression syndicale et exiger une loi pour protéger les libertés et les bourses du travail. La CGT exige la levée immédiate de toutes les

sanctions et poursuite. Quand on touche à un.e syndiqué.e, c'est à toute la CGT que l'on s'attaque.

Sur notre département, de nombreux militants sont victimes de répression antisyndicale à la poste, la SNCF, ANECOOP, CAMIDI etc.. nous avons fait remonter à la confédération les différents cas de discrimination et nous devons les soutenir.

Pour élever le rapport de force et gagner, il nous faut renforcer la CGT !

Il faut poursuivre partout notre déploiement pour nous implanter là où la CGT est absente et continuer à nous renforcer dans nos syndicats.

Proposons systématiquement l'adhésion pour continuer à nous renforcer.

Le 2 avril nous aurons une action spécifique retraité.es à l'appel du groupe des 9. Les revendications ne manquent pas. Pouvoirs d'achat. Service public. ect.

Soyons massivement présents pour porter nos légitimes revendications. Une réunion des usagers de la région est prévue demain. Les modalités de cette action vous seront communiquées ultérieurement. Nous avons le journal imagine. Journal qui est en grande partie sur les élections municipales. Il nous faut impérativement le distribuer avant le 1er tour.

À 11h30 nous arrêterons notre ce pour accueillir nos retraité.es d'Elne.

Merci et bon débat..